Appel à la prière pour Haïti

Un message vidéo de François Clavairoly, destiné à marquer le soutien des protestants de France, a été diffusé mardi 14 juin à l'occasion de la 37ème Assemblée Générale de la Fédération Protestante d'Haïti. Les membres de la Plateforme Haïti, mise en place par la FPF et coordonnée par le Défap, ont rédigé un appel à la prière destiné aux paroisses protestantes de France.



Les responsables de la Fédération Protestante d'Haïti réunis lors d'une conférence de presse – FPH

La Fédération Protestante d'Haïti a ouvert, ce mardi 14 juin, sa 37ème Assemblée Générale dans un contexte plus que difficile. La rencontre réunissant des leaders protestants venus de tout le pays avait lieu à l'hôtel Karibe, dans la commune de Pétion-Ville, banlieue aisée de Port-au-Prince, et se déroulait en même temps en visioconférence, pour permettre

la participation des partenaires internationaux empêchés de se rendre en Haïti par la violence des gangs. À cette occasion a été diffusé un message vidéo de François Clavairoly pour marquer le soutien de la Fédération protestante de France, et à travers elle de tout le protestantisme français, aux protestants haïtiens. La veille, le vice-président de la FPH, le pasteur Jean Kisomaire Duré, accompagné du trésorier, le pasteur Thony Bristhole, avait tenu une conférence de presse pour rappeler la mission et la vision de la FPH en mettant l'accent sur l'importance d'une unification des ressources chrétiennes de la communauté haïtienne. Le thème de cette 37ème Assemblée Générale étant centré sur l'unité, le vice-président de la Fédération Protestante d'Haïti avait rappelé que cette notion est la base même de la mise en place de la fédération et doit aujourd'hui, plus que jamais, servir de socle pour un redressement de la société haïtienne à travers les valeurs chrétiennes.

Signe de la violence de la crise que traverse la société haïtienne, le Premier ministre Ariel Henry lui-même, intervenant quelques jours plus tôt au 9ème Sommet des

Amériques à Los Angeles, avait parlé du recul de la démocratie dans son pays, de la violence aveugle des gangs, de la fuite massive des jeunes et des cadres… « Mon pays fait face actuellement à une insécurité alimentée par des gangs armés qui violent, qui tuent et kidnappent des nationaux aussi bien que des étrangers », avait-il déclaré. « Nos institutions démocratiques se sont effondrées (…) L'instabilité liée à une insécurité insupportable rend illusoire toute velléité de construire un avenir durable, résilient et équitable ». Cette emprise de la criminalité contribue à empirer la désorganisation dont souffre le pays tout entier, en coupant des voies de communication, en provoquant des pénuries – d'essence, d'eau, d'électricité, de biens de première nécessité – et en empêchant l'action des organisations humanitaires. Durant le mois de mai, au moins 200 enlèvements ont été recensés en Haïti par l'ONU, notamment à Port-au-Prince. Au cours du seul week-end dernier, ce sont pas moins de 38 personnes qui ont été enlevées dans la capitale par un gang, alors qu'elles s'apprêtaient à voyager à bord de deux minibus vers le sud d'Haïti. Elles ont depuis été relâchées, sans que l'on sache si leur liberté avait donné lieu au versement d'une rançon. Depuis le 1er juin 2021, les autorités ont perdu le contrôle du seul accès routier qui relie Port-au-Prince à la moitié sud du pays car, sur l'espace de deux kilomètres, la route nationale est totalement sous la maîtrise de bandes armées. C'est sur cet axe, à la sortie ouest de la capitale haïtienne, que l'enlèvement des 38 personnes s'était produit.

« Personne ne peut se dire à l'abri »

Depuis longtemps, ce sont les Églises qui tentent de pallier les carences de l'État en matière d'action sociale, d'éducation, de protection de l'environnement : autant d'actions cruciales pour Haïti où la profonde crise que traverse le pays frappe d'autant plus durement les plus fragiles. Et si Haïti est considérée comme « zone rouge » par

le ministère français des Affaires étrangères, ce qui y limite les voyages aux seuls cas de nécessité absolue, c'est en soutenant ces institutions liées aux Églises qu'il est possible d'aider malgré tout. Pour marquer ce soutien, les membres de la Plateforme Haïti, mise en place par la Fédération protestante de France et coordonnée par le Défap, ont rédigé un appel à la prière lors des cultes du 19 juin, destiné aux paroisses protestantes de France, à l'occasion de la réunion de la FPH. Cet appel a été relayé sur le site de la FPF à travers un **communiqué de presse**. Après une brève présentation du pays, cet appel souligne que « *depuis 2018, la situation socio-économique est fortement dégradée avec l'accroissement de la violence et de l'instabilité. L'assassinat du président de la République Jovenel Moise a fragilisé encore plus un pays souffrant déjà d'une profonde crise sociale et économique. Haïti s'enfonce dans la précarité, l'insécurité en raison de l'impuissance du gouvernement et du monde politique à pouvoir s'organiser afin de sortir le pays de la crise et d'une communauté internationale incapable d'accompagner le pays même dans les besoins primaires.*

L'insécurité est aujourd'hui telle que personne ne peut se dire à l'abri. Les témoignages qui nous parviennent de nos frères et sœurs sur place, encore largement impliqués dans la recherche d'une sortie de crise tout en subissant les effets de la situation sur la population, nous parlent de violences partout dans le pays, de difficultés d'accès aux biens de première nécessité et tout cela dans un pays lourdement touché par des catastrophes naturelles récurrentes.

Les relations entre les protestantismes haïtien et français se sont formalisées à partir des années 80, suite au nouvel élan pris par la société civile haïtienne à la fin de l'ère Duvalier. Depuis, elles se sont traduites par divers soutiens fraternels, que ce soit dans les domaines politiques, financiers ou opérationnels. En France, la plateforme Haïti de

la Fédération protestante de France a été présente aux côtés des Églises, institutions protestantes et de la population haïtienne. Elle rassemble les acteurs du protestantisme français qui sont en lien avec le protestantisme haïtien. La Fédération protestante d'Haïti rassemble environs 120 Églises, œuvres et missions présentes sur l'ensemble du territoire national, ainsi que la Fédération des écoles protestantes en Haïti qui assure la coordination entre les 3 000 écoles protestantes visant à la promotion d'une éducation de qualité. »

L'appel à la prière

Après ce retour sur les conditions dans lesquelles vivent les Haïtiens aujourd'hui, le texte poursuit par l'appel à la prière proprement dit :
« *La plateforme Haïti de la Fédération Protestante de France, lance un appel à la prière en signe de fraternelle communion et de solidarité avec nos frères et nos sœurs d'Haïti qui vivent dans un pays actuellement bouleversé par une crise majeure sur les plans social, politique, économique et sécuritaire.*

Nous, membres de la Plate forme Haïti, nous sommes aujourd'hui impuissants face à une situation où la sécurité minimum des personnes n'est plus assurée, et où, désormais, elles doivent faire face à des violences incontrôlables qui se manifestent partout dans le pays et qui menacent leur vie.

Nous restons en contact avec nos amis d'Haïti, nos sœurs et nos frères, qui malgré tous ces dangers, poursuivent leur travail comme porteurs d'espoir et cherchent à œuvrer pour que des pistes collectives et partagées au sein du peuple haïtien puissent être trouvées pour sortir de cette crise.

À l'occasion de l'Assemblée Générale de la Fédération Protestante d'Haïti [qui vient de se tenir le mardi 14 juin], *nous invitons les paroisses à dédier, lors du culte du*

dimanche le plus proche, une partie de leurs prières d'intercession pour ce peuple, confronté à nouveau à des épreuves terribles afin de le soutenir dans sa recherche d'unité, de paix et de démocratie. »

Le Défap et la Plateforme Haïti

La Plateforme Haïti de la Fédération Protestante de France est actuellement présidée par le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**
• le **Service protestant de mission – Défap**
• la **fondation La Cause**
• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**
• **ADRA-France**
• l'**Église du Nazaréen**

Sacha et le Sénégal : « C'était dur et exceptionnel en même temps »

Sacha a été service civique pendant sept mois au Sénégal, comme volontaire du Défap. Sa mission s'inscrivait dans un projet d'appui à la santé communautaire au centre de santé Darvari de l'ELS (l'Église Luthérienne du Sénégal) à Fatick. Deux mois après son retour en France, il revient sur cette expérience et ce qu'elle lui a apporté.



Vue de Fatick, au Sénégal © Sacha pour Défap

Que retiens-tu de cette expérience au Sénégal en tant que service civique et envoyé du Défap ?

Sacha : Je suis rentré en France au cours de la deuxième moitié du mois de mars, avec l'impression d'avoir vécu une expérience incroyable. Il faut savoir s'adapter, laisser derrière soi tout ce que l'on connaissait en France ; découvrir une manière de vivre et une culture que l'on n'envisageait absolument pas. Sept mois sur place, ça permet de découvrir beaucoup de choses ; et ça m'a permis aussi de me découvrir moi-même. C'est d'ailleurs seulement maintenant, deux mois après mon retour, que je me rends vraiment compte que cette mission de service civique a représenté une étape dans ma vie.

Quel était le cadre de ta mission ?

Sacha : Je donnais des soins de santé dans un petit dispensaire à 10 km de la ville de Fatick. C'est une structure située en pleine brousse, mais dont dépendent plusieurs milliers de patients. Je travaillais avec une infirmière, Monique ; les relations ont été dès le début très faciles. Avec elle, j'ai énormément appris, en matière de soins de santé, mais aussi pour tout ce qui concerne le bon usage des ressources. J'ai eu à faire beaucoup de soins divers, y compris des accouchements dans le dispensaire. Il faut utiliser au mieux ce qui est disponible sur place. Ne rien gaspiller. Ne pas se fier à ce que l'on a pu apprendre en France et qui suppose souvent un matériel bien plus important.



Sur le plan personnel, qu’est-ce qui t’a le plus marqué ?

Sacha : Dans ce genre d’expérience, dans un contexte si différent, tout est marquant. Je me suis retrouvé d’emblée à vivre au sein d’une communauté, en étant tout seul issu de mon contexte français. Je me suis retrouvé sans aucun repère familier, obligé de tout réapprendre dans un contexte totalement différent. J’ai des souvenirs et des images qui m’ont marqué : le premier mariage auquel j’ai pu participer au Sénégal ; mais aussi, des journées à souffrir de la chaleur, à faire les mêmes gestes médicaux, une forme de routine, des difficultés à m’adapter physiquement… C’est à la fois très formateur et très dur. Se retrouver ainsi en vis-à-vis d’une communauté dont tous les repères sont différents ; sans famille et sans amis avec qui échanger ; découvrir des gens dont le rapport au monde et les priorités diffèrent complètement… Ça oblige à s’interroger sur ce qui est fondamental pour soi-même.

Quelles étaient les relations avec les patients ?

Sacha : Elles étaient très dépendantes de Monique. Les gens dont nous avions à nous occuper parlaient surtout wolof ou sérère, les langues les plus parlées dans cette région du Sénégal ; mais elles parlaient rarement français, et j'avais besoin que Monique fasse office de traductrice pour communiquer. Dans les villages et pendant les consultations c'était tout de même difficile. Il était plus facile de communiquer en français en ville.

Comment vois-tu ta mission ? Quelle image en avais-tu à ton départ de France, et quelle image en as-tu aujourd'hui ?

Sacha :À mon retour en France, j'ai eu tendance à reprendre tout de suite mes habitudes : c'était comme si j'avais été absent deux semaines. Il m'a fallu du temps pour réaliser tout ce que cette expérience m'avait vraiment apporté. Cette étape de ma vie m'a permis de découvrir une forme de liberté que je ne connaissais pas. C'était dur et exceptionnel en même temps. En France, il faut se plier à des contraintes sociales, trouver un travail ; ce que j'ai vécu m'a obligé à me plier à une autre façon de vivre, une autre culture. Plus tard, j'aimerais repartir pour une autre mission.

Triste anniversaire pour les enfants d'Haïti

Ce 9 mai, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (FEPH) fêtait ses 36 ans. Mais la date de cet anniversaire coïncide avec une période qui voit les

droits des enfants de plus en plus menacés dans le pays, non seulement du fait des difficultés à accéder à une éducation de qualité, mais aussi et surtout à cause de la violence. Les enfants d'Haïti figurent parmi ses premières victimes, soit parce qu'ils sont directement ciblés par des gangs que plus rien n'arrête, soit parce qu'ils sont recrutés comme combattants par des groupes criminels.



Des enfants dans un camp pour personnes déplacées à Port-au-Prince, Haïti © ONU/Sophia Paris

La vidéo a largement circulé sur les réseaux sociaux en Haïti au cours des derniers jours. On y voit un enfant d'une dizaine d'années tout au plus, un masque sur le visage, qui exhibe une arme automatique de gros calibre. Le garçon explique être en guerre avec le chef d'une bande armée rivale à la sienne. Les images ont été tournées à Martissant, un quartier pauvre de l'ouest de Port-au-Prince totalement contrôlé par des gangs depuis juin dernier.

Si l'enrôlement d'enfants dans des groupes armés n'est pas en soi une nouveauté (des cas similaires avaient déjà été signalés à l'époque des milices de François Duvalier), la diffusion de ces images est intervenue dans un contexte très particulier : celui d'une guerre civile opposant des gangs

rivaux en plein milieu de la capitale Port-au-Prince, qui s'est traduite par des dizaines de morts, de multiples incendies volontaires, la fuite de plus de 9000 personnes et de véritables actes de barbarie. Au sein de la population civile prise en otage par les combats, les plus fragiles face aux violences étaient les femmes et les enfants, qui figurent nombreux parmi les victimes. Aux meurtres, cas de torture et enlèvements contre rançon, sont venus s'ajouter des cas de plus en plus fréquents d'enrôlement de combattants de plus en plus jeunes par les groupes criminels en lutte pour asseoir leur domination sur tel ou tel quartier de la ville. Voilà pourquoi les images de l'enfant-combattant de Martissant ont eu un tel écho ; au point que le bureau de l'ONU en Haïti, quelques jours après l'apparition de cette vidéo sur les réseaux sociaux, a dit s'inquiéter « particulièrement du recrutement de mineurs au sein des gangs, une des six violations graves du droit de l'enfant ».

Les maux de l'éducation haïtienne

Ce n'est pas la seule manière par laquelle les enfants se retrouvent menacés par ces violences. Même quand ils n'en sont pas les victimes directes, leur éducation se trouve gravement compromise. Selon l'Unicef, « 500.000 enfants ont perdu l'accès à l'éducation en raison de la violence liée aux gangs. Près de 1700 écoles sont actuellement fermées dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince alors que des affrontements entre gangs rivaux ont éclaté depuis fin avril ». Les chiffres du ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle (MENFP) donnent le détail de ces fermetures : « Sur l'ensemble de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, 772 écoles sont fermées à Croix-des-Bouquets, 446 écoles à Tabarre, 274 à Cité Soleil, et 200 autres à Martissant, Fontamara, centre-ville et bas-Delmas ».

C'est dans ce contexte difficile que la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (FEPH) a fêté ses 36 ans le 9 mai. Depuis 1986, elle assure la coordination entre environ 3000 écoles

protestantes visant à la promotion d'une éducation de qualité. Avec un principe simple guidé par de solides convictions chrétiennes : c'est par l'éducation que la société haïtienne pourra se reconstruire. Encore faut-il pour cela que cette éducation soit accessible. Or même en-dehors des pics de violence comme celui que vient de connaître Port-au-Prince, et dont les dégâts sont profonds et durables, ce sont déjà plus de 200.000 enfants qui ne sont pas scolarisés en temps ordinaire dans le pays. Une situation qui a encore empiré avec la pandémie de Covid-19 et, surtout, avec le niveau de violence entretenu par les gangs. Les écoles publiques sont une petite minorité (9 écoles sur 10 sont des établissements privés); et le niveau général est tellement faible que moins de 5% d'une classe d'âge obtient le bac.

Dans ce contexte, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, grâce à son réseau d'écoles, revendique la scolarisation de 300.000 enfants « afin d'offrir à la société un citoyen capable de contribuer au développement de son pays ». Elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers ses envoyés ; elle fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique. Au-delà des violences ou des besoins d'intervention dans les situations d'urgence, l'éducation est donc un secteur prioritaire pour permettre aux Haïtiens de prendre leur destin en main.

Le Défap et la Plateforme Haïti

La Plateforme Haïti de la Fédération Protestante de France est actuellement présidée par le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**

• le **Service protestant de mission – Défap**

• la **fondation La Cause**

• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**

• **ADRA-France**

• l'**Église du Nazaréen**

Soutien à Haïti en proie à la violence

Les membres de la Plateforme Haïti, qui rassemble autour de la Fédération Protestante de France les acteurs du protestantisme français entretenant des liens avec le protestantisme haïtien, multiplient contacts et réunions alors que la situation à Port-au-Prince ne cesse de se dégrader. À l'occasion de la prochaine Assemblée Générale de la Fédération Protestante d'Haïti, qui se tiendra vers la mi-juin, les paroisses de France seront invitées à prier pour Haïti lors d'un culte dominical.



Visiteurs étrangers, fonctionnaires, pasteurs, diplomates : la liste des victimes de kidnapping au cours des derniers mois en Haïti montre que personne n'est à l'abri de la violence. Celle-ci n'a fait que se renforcer avec l'incertitude politique qui a suivi l'assassinat du président Jovenel Moïse. Le pouvoir est désormais dans la rue, aux mains des gangs dont les combats pour conquérir de nouveaux territoires transforment des quartiers entiers de la capitale Port-au-Prince en scènes de guerre civile. Plus nombreux, mieux armés que la police, ils enlèvent, rançonnent, pillent, brûlent (des maisons ou des otages), pendant que la population prise au milieu de ces affrontements n'a d'autres ressources que de fuir. Selon les Nations unies, la véritable guerre que deux de ces gangs se sont livrée ces dernières semaines dans la plaine du Cul-de-Sac et à Cité Soleil a fait au moins 75 morts, dont des femmes et des enfants, 68 blessés et contraint à la fuite 9000 personnes. « Des dizaines d'écoles et de centres médicaux ont été contraints de fermer leurs portes et de nombreux citoyens ont du mal à trouver des produits de base, notamment

de l’eau et de la nourriture », ajoutait le communiqué diffusé le 6 mai dernier. Fait ironique, le chef d’un de ces groupes, Germine Joly, qui était à la tête du redoutable gang des 400 Mawozo, a été récemment transporté à Washington par le FBI. Emprisonné depuis 2015, il continuait en fait à donner ses ordres depuis sa cellule…

Cette emprise de la criminalité contribue à empirer la désorganisation dont souffre le pays tout entier, en coupant des voies de communication (les accès de Port-au-Prince vers le Sud sont ainsi contrôlés par des gangs), en provoquant des pénuries – d’essence, d’eau, d’électricité, de biens de première nécessité – et en empêchant l’action des organisations humanitaires. Celles-ci ont ainsi eu le plus grand mal à accéder aux territoires frappés par le tremblement de terre d’août dernier. Avec des effets qui se cumulent, dans un pays qui reste le plus pauvre de la région Amérique latine et Caraïbes et parmi les pays les plus pauvres du monde : en 2020, Haïti avait un PIB par habitant de 2925 dollars, le plus bas de la région Amérique Latine et Caraïbes et moins d’un cinquième de la moyenne des pays de la région. Selon les dernières estimations du Programme Alimentaire Mondial, environ 4,5 millions d’Haïtiens, soit plus de 40% des 11 millions d’habitants du pays, souffrent de la faim.

Appel à la solidarité et à la prière

Depuis longtemps, ce sont les Églises qui tentent de pallier les carences de l’État en matière d’action sociale, d’éducation, de protection de l’environnement : autant d’actions cruciales pour Haïti où la profonde crise que traverse le pays frappe d’autant plus durement les plus fragiles. Et si Haïti est considérée comme « zone rouge » par le ministère français des Affaires étrangères, ce qui y limite les voyages aux seuls cas de nécessité absolue, c’est en soutenant ces institutions liées aux Églises qu’il est possible d’aider malgré tout. Elles-mêmes ne sont pas à l’abri des pénuries et de la violence, mais elles se consacrent avec

dévouement à semer des graines d'espérance. Le soutien de partenaires étrangers est pour elles nécessaire. Et il existe des relations de longue date entre les protestantismes français et haïtiens. Ils se concrétisent notamment à travers la Plateforme Haïti, créée par la Fédération protestante de France (FPF) et dont la coordination administrative est assurée par le Défap. Issue d'un mouvement de concertation associant milieux d'Églises et ONG qui a commencé à s'organiser au cours des années 80, la Plateforme Haïti proprement dite, qui rassemble autour de la FPF les acteurs du protestantisme français qui sont en lien avec le protestantisme haïtien, a été créée pour venir en aide à la population haïtienne suite au passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le pays en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike). Elle a été particulièrement active en 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts. Aujourd'hui encore, les partenaires de la Plateforme présents en Haïti s'efforcent d'agir et d'aider. En France même, la Plateforme fait un travail de sensibilisation à la situation haïtienne au sein du milieu protestant.

C'est ainsi que la Fédération protestante de France prépare un appel à la prière destiné à ses membres : à l'occasion de la prochaine Assemblée Générale de la Fédération Protestante d'Haïti (FPH) qui se tiendra vers la mi-juin, les paroisses de France seront invitées à prier pour Haïti lors d'un culte dominical. La Fédération protestante d'Haïti rassemble environs 120 Églises, œuvres et missions présentes sur l'ensemble du territoire national, ainsi que la Fédération des écoles protestantes d'Haïti (FEPH). Elle bénéficie d'un soutien institutionnel de la part du protestantisme français.

Le Défap et la Plateforme Haïti

La Plateforme Haïti de la Fédération Protestante de France est actuellement présidée par le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**

• le **Service protestant de mission – Défap**

• la **fondation La Cause**

• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**

• **ADRA-France**

• l'**Église du Nazaréen**

Courrier de mission : rencontre avec l'Église évangélique du Congo

Le passage en France, au cours du mois de mars 2022, du nouveau président de l'Église évangélique du Congo (EEC), a donné l'occasion à Marion Rouillard d'évoquer les relations du Défap avec cette Église membre de la Cevaa. Juste Alain Gonard Bakoua, président de l'EEC, et Laurent Loubassou, doyen de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville, étaient ainsi tous deux invités de l'émission du Défap diffusée le 27 avril sur Fréquence protestante.



Le président de l'Église Évangélique du Congo, le pasteur Juste Alain Gonard Bakoua © Défap

Le Congo-Brazzaville est un des pays d'Afrique où l'influence du christianisme est la plus visible, même si la porosité avec les religions traditionnelles rend difficile une évaluation précise. Si l'on se fie aux chiffres du Quai d'Orsay, 90% de la population y est chrétienne, le reste se répartissant entre islam et animisme. Les chiffres du World Christian Database se veulent un peu plus précis, en comptabilisant 89,79% de chrétiens, 4,76% d'animistes et 1,39% de musulmans. Le CIA Worldfactbook, autre référence internationale, donne toutefois des évaluations différentes, le christianisme représentant selon ces données 77,5% de la population (dont 33,1% pour l'Église catholique, 22,3% pour les Églises du renouveau ou du réveil, 19,9% pour les protestants et 2,2% pour l'Armée du Salut), l'islam 1,6%, les Kimbanguistes 1,5%, et les sans religion déclarée 11,3% (les 8,1% restants représentant d'autres croyances minoritaires). Quant au portail national du

Congo, il indique que 50% des habitants du pays se rattachent au christianisme, 48% à l'animisme et 2% à l'islam. Au bout du compte, les pratiques religieuses sont très souvent teintées d'animisme, comme le souligne une maxime populaire selon laquelle « le chrétien et le musulman prient tous deux avec un fétiche dans la poche ».

Au sein des quelque 5,38 millions d'habitants (selon les données de 2019 de la Banque mondiale), ce qui fait du Congo-Brazzaville un petit pays par rapport à son immense voisin qu'est la République démocratique du Congo avec une population de près de 90 millions de personnes, l'EEC ou Église évangélique du Congo revendique environ 200 000 membres. Elle est membre de la Cevaa – Communauté d'Églises en mission, et entretient des relations de longue date avec le Défap. Elle est née officiellement le 15 juillet 1961, issue du travail des missions scandinaves (et principalement suédoises) qui étaient présentes dans le pays depuis 1909. Elle est membre du Conseil Œcuménique des Églises Chrétiennes du Congo (COECC), qui comprend également l'Église catholique, l'Armée du Salut, l'Église luthérienne du Congo et l'Église orthodoxe grecque du Congo.

Rencontre avec l'Église évangélique du Congo, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 27 avril 2022 sur Fréquence Protestante

Depuis fin 2020, l'Église Évangélique du Congo est présidée par le pasteur Juste Alain Gonard Bakoua, après quatre années d'une présidence controversée, celle d'Édouard Moukala. Le changement de président s'est d'ailleurs accompagné, en novembre 2020, d'une décision exceptionnelle : le pasteur Moukala a été révoqué et chassé définitivement par décision

collégiale de tous les membres du conseil synodal ordinaire de l'EEC. Depuis lors, le nouveau président s'efforce de renouer avec les partenaires de l'EEC, après plusieurs années qui ont vu les relations se distendre. Présent en France au mois de mars 2022, il a été interviewé par Marion Rouillard pour l'émission Courrier de mission – Le Défap, diffusée le 27 avril sur Fréquence protestante. Également présent pour cette émission, Laurent Loubassou, doyen de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville, a présenté pour sa part les enjeux et les défis de la formation théologique en République du Congo. Laurent Loubassou prépare par ailleurs une thèse en Histoire des religions et anthropologie religieuse sur « Le prophétisme au Levant ancien ».

Dans cet entretien, Laurent Loubassou souligne notamment l'importance des relations entre l'EEC et le Défap dans le domaine de la formation – beaucoup d'enseignants de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville étant eux-mêmes d'anciens boursiers du Défap. Et l'aide précieuse que peut représenter le Service protestant de mission lorsqu'il s'agit de publier des travaux universitaires – du fait notamment du déficit en maisons d'édition ad hoc au Congo-Brazzaville. Juste Alain Gonard Bakoua est revenu pour sa part sur les défis que connaît actuellement son Église, et qui concernent notamment la formation pastorale, mais aussi les questions de gouvernance ; ainsi que la mission sociale, l'évangélisation, l'accompagnement des jeunes…

Mananjary : nourrir et

reconstruire

Le chantier avance à Mananjary, ville du sud-est de Madagascar ravagée début février par le cyclone Batsirai, et où le Défap s'est associé à La Cause et à ADRA pour reconstruire deux orphelinats. Mais pour l'heure, le Catja (Centre d'Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés) et le centre Akany Fanantenana restent dépendants de l'aide d'urgence pour pourvoir aux besoins quotidiens des enfants. Votre aide est plus que jamais nécessaire.



Livraison de denrées de base au Catja, à Mananjary © La Cause

Les ingénieurs d'ADRA-Madagascar ont fini leur premier travail : évaluer les dégâts et chiffrer les travaux nécessaires. Leurs conclusions devraient parvenir d'ici quelques jours aux partenaires qui se sont unis pour reconstruire les deux

orphelinats de Mananjary ravagés par le cyclone Batsirai. Pour l'heure, une première estimation, faite courant février, juste après la catastrophe, tablait sur 50.000 euros ; à peu près la moitié a déjà pu être réunie par les trois organismes protestants associés dans ce projet : la fondation La Cause, le Défap et ADRA, l'Agence adventiste du développement et de l'aide humanitaire.

En attendant, il faut tenir. Car aucune culture n'a pu reprendre, alors qu'elles sont cruciales pour assurer le quotidien des enfants. « Avec l'ampleur des crues provoquées par un tel cyclone, témoigne Véronique Goy, du service Enfance de La Cause, la terre ne peut rien produire pendant quatre mois. Il faut ensuite deux mois pour relancer les cultures. Autant dire qu'il n'y aura rien avant l'été. » Il faudra aussi reconstituer élevages et poulaillers, également ravagés par le cyclone : tout un équilibre à restaurer pour permettre aux orphelinats de retrouver un fonctionnement normal. Alors, au Catja (Centre d'Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés) tout comme au centre Akany Fanantenana, des sacs de vivres viennent s'entasser dans la cour au gré des livraisons : du riz, de l'huile, des boissons, du charbon… Les deux dernières ont eu lieu le 20 mars et le 13 avril.

Six mois de nourriture, et tout à reconstruire



Livraison de nourriture au centre Akany Fanantenana © La Cause

Pour l'instant, les besoins alimentaires de base ont pu être couverts par une enveloppe de 10.000 euros, fournie par La Cause et ADRA. Des ressources supplémentaires parvenues via les parrainages d'enfants des deux centres, et grâce à du mécénat d'entreprise, devraient permettre de fournir de la nourriture pour six mois encore. Dans ce coût figure aussi celui du transport, qui reste difficile : au lendemain du passage du cyclone, toutes les routes menant à Mananjary avaient été rendues impraticables. Et le plus gros reste à venir : reconstruire, pour sortir de ce stade de la survie.

Les réparations de fortune ont permis à la vie de reprendre. Mais les dégâts restent profonds. Au-delà des bâtiments endommagés, il faut compter tout le matériel détruit par la pluie et le vent : au niveau de la cuisine et du bâtiment principal du centre Akany Fanantenana, sans compter les panneaux solaires qui fournissaient de l'électricité ; au niveau des dortoirs, de la cuisine, du bureau d'accueil et de la direction au Catja. Il reste beaucoup à faire pour que les

orphelinats de Mananjary sortent enfin de l’urgence.

Vos dons pour reconstruire, non seulement les bâtiments, mais l’équilibre nécessaire à la vie des orphelinats de Mananjary, sont essentiels. Vous pouvez participer en envoyant un chèque à l’ordre de La Cause, en précisant « Cyclone Madagascar », à : Fondation La Cause – 69 avenue Ernest Jolly – 78955 Carrières-sous-Poissy. Vous pouvez aussi donner par carte bancaire sur le site de La Cause ou du Défap en précisant « Cyclone Madagascar » :

Présidentielle : Plaidoyer pour la solidarité internationale

Le premier tour de l’élection présidentielle 2022, c’est le 10 avril. Entre les deux dernières années dont l’actualité a été dominée par le Covid-19 et les inquiétudes liées à la guerre en Ukraine, les questions de solidarité internationale semblent les grandes oubliées. Or c’est un domaine dans lequel le Défap est engagé, aux côtés d’autres acteurs associatifs. À quelques jours du premier tour, nous reprenons ici le plaidoyer lancé dès le mois de janvier par Coordination Sud, rassemblement national de plus de 170 ONG françaises de solidarité internationale, dont fait partie le Défap.



Coordination SUD souhaite placer les sujets de solidarité internationale au centre du débat pour les élections présidentielles et législatives 2022. Pour les acteurs et actrices de la solidarité internationale, de l'action humanitaire et du développement, les associations de défense des droits humains et de lutte contre la pauvreté, les associations féministes, d'environnement, d'éducation populaire et de diasporas, la solidarité internationale est la solution aux enjeux sanitaires, sociaux, économiques, environnementaux.

Les deux demandes de Coordination SUD

Par ce **manifeste pour la solidarité internationale**, Coordination SUD portera le constat fait par les acteurs et actrices du secteur et leurs deux demandes :

- Mettre en œuvre la loi de développement solidaire et aller plus loin
- Renforcer le partenariat et la co-construction de la politique de développement avec la société civile

Pour répondre à un triple constat

Dans une interview donnée à Focus 2030, Coordination SUD dresse un **bilan de la politique de solidarité internationale d'Emmanuel Macron**, faisant état des avancées mais également des manques à l'égard des pays les plus pauvres de la planète.

En effet, les inégalités sont multiples et interdépendantes. La crise Covid a participé à mettre à nouveau en lumière cette interdépendance. Aujourd'hui, les femmes reçoivent 35 % des revenus du travail dans le monde contre 65 % pour les hommes. Les 50% les plus pauvres de la planète génèrent 5 tonnes de CO2 par habitant quand les 1% les plus riches en produisent 89 tonnes. **Pour la première fois depuis deux décennies, l'extrême pauvreté a augmenté** obligeant environ 100 millions de personnes supplémentaires à vivre avec moins 1,90 dollar par jour. La moitié des personnes pauvres sont des enfants et environ 70 % des personnes pauvres âgés de plus de 15 ans ne sont jamais allé à l'école. Enfin, aujourd'hui ce sont 274 millions de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire dans 37 pays ; c'est une somme de 41 milliards de dollars qui serait nécessaire pour y répondre.

Malgré cette situation, il ne reste que 8 années pour respecter les objectifs de développement durable (ODD) et « ne laisser personne de côté ». **La France doit prendre sa part de responsabilité.** Le cadre législatif adopté le 4 août 2021 **relatif à sa politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales** est un premier élément qui prévoit des cibles quantitatives mais également des cibles pour améliorer la qualité de son aide publique au développement (APD). La mise en œuvre de cette loi sera un prérequis pour replacer les personnes vulnérables au centre de l'action de la France et ainsi répondre aux besoins d'aujourd'hui tout en anticipant les enjeux de demain. Elle doit devenir l'outil de réponse aux enjeux sanitaires, sociaux, économiques, environnementaux et politiques

Enfin, aujourd’hui toutes actions nationales ayant des impacts sur les populations, les territoires et les économies du monde entier, celles-ci se doivent aussi d’être prises en compte dans l’action internationale de la France, et ce afin de garantir cohérence et efficacité des politiques publiques françaises, en particulier à celle déclinée dans son aide publique au développement

---

Madagascar : les deux malédictions de Mananjary

À Mananjary, les enfants abandonnés sont nombreux : c’est le résultat du tabou qui frappe les jumeaux. Voilà pourquoi la fondation La Cause soutient deux orphelinats dans cette seule ville du sud-est de Madagascar. Depuis le passage du cyclone Batsirai, qui a quasiment rasé la ville, La Cause s’est associée au Défap et à ADRA pour permettre à ces orphelinats de continuer à fonctionner. Pour l’heure, les besoins en nourriture sont couverts jusqu’à fin avril. Mais il faut encore reconstruire les bâtiments ; couvertures et vêtements manquent pour les enfants à l’approche de l’hiver austral… Et le drame de l’Ukraine a détourné les yeux du monde de la détresse de Madagascar. Plus que jamais, votre aide peut faire la différence.



Dégâts du cyclone Batsirai au Catja, à Mananjary © Catja

De Tananarive à Mananjary, il y a un peu plus de 500 km ; soit deux jours de trajet en 4X4 par des routes défoncées, où les parties goudronnées laissent brutalement place à des fondrières. On peut à la rigueur faire le voyage d'une traite en une vingtaine d'heures, dangereuse performance à laquelle ne se risquent que les dirigeants d'ONG étrangères venant voir l'avancée des projets sur place – car rouler de nuit expose aussi au risque d'agressions.

Le pouvoir central est loin ; d'autant plus loin que l'histoire de Madagascar témoigne d'une centralisation inachevée. Tout comme la France, le pays a connu sa période féodale : à partir du XVIème siècle, l'ethnie merina, celle des plateaux du centre de l'île, a entamé une unification progressive qui a culminé avec le roi Radama Ier, dont le projet était de fonder un « Royaume de Madagascar » uni (Fanjakan' i Madagasikara). Mais l'ouverture du pays merina

aux influences européennes à partir du XIXème siècle a profondément influé sur l'histoire de Madagascar. Si les puissances européennes ont officiellement reconnu et encouragé l'avènement de ce « royaume de Madagascar », c'est un pouvoir colonial qui s'est établi dans l'île à partir de 1896. Et les Français désormais dirigeants de l'île ont mis en place leur propre structure politique et administrative, n'hésitant pas à réprimer avec la plus grande brutalité les insurrections malgaches. Ils ont construit des routes, des voies ferrées ; mais à l'indépendance de Madagascar, le pays s'est retrouvé dans la situation d'un territoire fragmenté. À l'ethnie merina sont revenus les plateaux, la capitale Tananarive, et tous les attributs du gouvernement et de la représentation internationale. Mais les dix-sept autres ethnies que compte l'île conservent encore une forte identité. Ce n'est pas un hasard si les voies de communication sont si mal entretenues : chaque partie de l'île garde sa vie propre, et nombre de villes ou de villages fonctionnent encore en quasi-autarcie.

La loi et les tabous



L’entrée du Catja avant le cyclone © F. Lefebvre-Billiez

C’est le cas de Mananjary. La ville proprement dite compte un peu plus de 28.000 habitants, au cœur d’un bassin de population de près de 80.000 personnes ; elle donne pourtant l’impression d’une petite localité coincée entre la mer et la brousse, avec deux grandes rues parallèles à la plage. Les règles qui s’y appliquent relèvent beaucoup plus de la tradition que de la loi malgache. Et Mananjary a une image de ville frondeuse. Les gendarmes, symbole du pouvoir central, sont vus avec méfiance ; la ville a sa propre milice de citoyens, son propre tribunal coutumier. Et ses propres autorités. Dans l’histoire locale, pouvoirs spirituels et temporels ont souvent été assumés par les mêmes personnes, à la fois rois et sorciers. Aujourd’hui encore, la parole du sorcier a une forte influence. Il est le gardien de la tradition, le gage du respect des coutumes et des tabous. Mananjary se divise ainsi en une géographie occulte, qui se superpose au plan officiel de la ville : la localité compte une dizaine de tranobe, les « palais » où vivent les raiamandreny, les chefs coutumiers, et les mpanjaka, les chefs de clan. Officiellement, rien ne les distingue du reste de la population : ils peuvent être commerçants, enseignants ; mais leur influence n’en est pas moins réelle.

Parmi les tabous qui règlent la vie de Mananjary, l’un des plus durs concerne les jumeaux. L’origine de ce « fady kambana » se perd à la jonction entre l’histoire et la légende. Il ne concerne que deux ethnies vivant dans cette région du sud-est de Madagascar. L’un des plus anciens chefs de l’ethnie Antambahoaka, venu s’installer à l’embouchure du fleuve Sakaleona, au nord de Mananjary, y aurait perdu son épouse, morte en couches en donnant naissance à des jumeaux. Un drame qui se serait répété une fois le chef remarié ; puis une troisième fois à l’issue d’un deuxième remariage. Dès lors, les jumeaux auraient été déclarés maudits. Voilà pourquoi, à Mananjary, les naissances gémellaires sont un

malheur – et les jumeaux tués à la naissance.

Le Catja, La Cause et les adoptions internationales

Dans la loi malgache, l'infanticide est un crime ; encore faut-il pouvoir le prouver. Pendant de nombreuses années, le tabou a ainsi perduré clandestinement. Mais à Mananjary comme ailleurs, les choses évoluent, à leur rythme propre. Des étrangers, des « Vazahas », se sont émus du sort des jumeaux maudits. En 1987, Auguste Simintramana, un chrétien étranger à ce territoire, fonda le Catja, le Centre d'Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés, qui fut construit sur une terre marécageuse et inhospitalière, elle-même frappée de tabou. Il s'agissait d'y recueillir les jumeaux frappés d'interdit pour les envoyer loin de Mananjary (d'où ce terme de « Centre d'Accueil et de Transit »). Plus tard fut fondé le centre Akanay Fanantenana, à l'initiative d'Élia Rozy, un pasteur de la FJKM, l'Église réformée malgache, qui avait recueilli des nouveau-nés abandonnés devant son presbytère. Nombre de jumeaux promis à la mort purent ainsi être recueillis et confiés à l'adoption internationale. Aujourd'hui, le Catja et le centre Akany Fanantenana sont tous deux soutenus par la fondation La Cause, qui les aide financièrement et a permis l'adoption de nombreux jumeaux de Mananjary par des couples français. Voilà pourquoi les noms de Mananjary, du Catja et d'Akany Fanantenana sont bien connus d'une partie des protestants de France.



Vue des dégâts après le passage du cyclone Batsirai au centre Akany Fanantenana © La Cause

Et les autorités coutumières aussi connaissent leurs propres évolutions. Récemment, l'ancien sorcier, homme très âgé – officiellement un ancien instituteur – est décédé : c'était fin 2021, et son successeur déclarait, lors d'une cérémonie publique, que les jumeaux devaient désormais être considérés comme membres à part entière de la communauté de Mananjary.

Puis est venu le cyclone.

La saison cyclonique 2022 a débuté de manière très brutale à Madagascar, avec tout d'abord la tempête Ana, fin janvier, qui a fait plus de 40 morts et provoqué de graves inondations jusque dans la capitale Tananarive ; trois autres tempêtes ont suivi, ravageant diverses parties de l'île, jusqu'à fin février. Le plus violent de ces cyclones, Batsirai, a frappé de plein fouet la côte sud-est de Madagascar le soir du 5 février. De mémoire d'habitant de Mananjary, on n'avait jamais

vu un tel déchaînement. Des vents de plus de 170 km/h, avec des rafales à 235 km/h : la ville a été pour ainsi dire rasée. Sans épargner les orphelinats : « vers dix-huit heures, témoigne le pasteur Élia Rozy, tout bascula dans des désordres indescriptibles avec bruits et fracas assourdissants accompagnés par de fortes rafales de vent et de pluie. À vingt heures, les tôles de la maison principale commencèrent à se détacher. » Au matin du 6 février, les habitants hébétés devaient retrouver une ville en ruines.



Image des effets du cyclone Batsirai, envoyée par Michel Brosille © DR

Il a fallu commencer à récolter dans l’urgence des tôles pour réparer les toits ; et de quoi se nourrir, car les pluies torrentielles et les inondations avaient détruit les cultures, comme les vents avaient dispersé les élevages et basses-cours. La rumeur a commencé à courir que la fin annoncée du tabou des jumeaux était la cause de ce déchaînement du ciel.

Une aide alimentaire jusqu’à la fin du mois d’avril

L’assistance internationale est arrivée très vite, dès que les routes ont pu être dégagées : le sud de l’île, en proie à une sécheresse intense depuis quatre ans, bénéficiait déjà d’une aide ; et les organisations internationales comme le PAM (Programme Alimentaire Mondial), anticipant les ravages du cyclone Batsirai, avaient déjà prépositionné véhicules et réserves. La Cause a lancé un projet d’assistance et de reconstruction pour le Catja et le centre Akanay Fanantenana. Dans les deux cas, il s’agit non seulement de reconstruire des bâtiments, mais aussi de pourvoir aux besoins des enfants : lits, couvertures, vêtements ont été détruits par la tempête, ainsi que les cultures vivrières et les élevages qui permettaient aux orphelinats de subvenir à leurs propres besoins quotidiens. Véronique Goy, directrice du service Enfance de La Cause, a fait appel au Défap et à ADRA, Agence adventiste du développement et de l’aide humanitaire, pour obtenir un soutien technique (évaluer le coût des réparations sur place) et des fonds. Pour sa part, l’association Les Amis du Catja, qui compte nombre de familles ayant adopté des enfants à Mananjary, a lancé un appel de fonds dès les premières heures suivant le passage de Batsirai. Et la Fondation du Protestantisme a fait de même.



Dégâts du cyclone Batsirai au niveau de la nurserie du centre Akany Fanantenana, à Mananjary © La Cause

Aujourd'hui, la population de Mananjary dépend encore entièrement de l'aide internationale. C'est aussi le cas des orphelinats. « Pour l'instant, détaille Véronique Goy, qui s'est rendue à Madagascar, des réparations provisoires ont été faites. Nous avons une aide alimentaire jusqu'à la fin du mois d'avril. Les dégâts matériels sont encore en cours d'évaluation par les ingénieurs d'ADRA. »

Mais une autre tempête menace. Bien loin de Madagascar, dans une autre région du monde dont nul à Mananjary ne connaît le nom : l'Ukraine. Là-bas, à l'autre bout de la Terre, une guerre a éclaté. Et tous les regards se sont tournés vers l'Ukraine. Des millions de réfugiés ont fui à travers l'Europe ; il s'agit désormais de les accueillir, d'organiser des opérations humanitaires pour secourir des populations civiles sous les bombes. Le drame de Madagascar a été oublié.

C’est la deuxième malédiction de Mananjary : car les besoins y sont toujours aussi criants. Au-delà des tôles à refixer sur les toits, « il y a aussi un aspect médical à prendre en compte, témoigne Véronique Goy. Les enfants ont été gravement choqués, ils sont fragiles ; les centres ont perdu ce qu’ils avaient de vêtements et de couvertures… Et l’hiver austral approche. » En France, Elsa Bouneau, directrice de la Fondation du Protestantisme, reconnaît l’écho décevant qu’a eu jusqu’à présent l’appel aux dons pour Madagascar. Alors même qu’une plateforme comme Solidarité Protestante a pour objectif, comme elle le souligne, de promouvoir des causes que l’on dit « oubliées » parce qu’elles ne sont pas directement sous les projecteurs de l’actualité.

Les relations entre protestants de France et de Madagascar sont anciennes. Le soutien de La Cause aux orphelinats de Mananjary n’en est qu’un des aspects. Des envoyés de la SMEP, l’ancêtre du Défap, ont participé à l’émergence de la FJKM. En France même, la communauté malgache est nombreuse et souvent très investie dans la vie des paroisses. Ce sont des relations de ce type, entretenues sur la durée, qui ont permis aux protestants de France d’intervenir efficacement en Haïti après le séisme de 2010, grâce à des partenariats qui existaient déjà sur place. Mananjary ne mérite pas l’oubli.

Franck Lefebvre-Billiez

Vos dons pour reconstruire, non seulement les bâtiments, mais l’équilibre nécessaire à la vie des orphelinats de Mananjary, sont essentiels. Vous pouvez participer en envoyant un chèque à l’ordre de La Cause, en précisant « Cyclone Madagascar », à : Fondation La Cause – 69 avenue Ernest Jolly – 78955 Carrières-sous-Poissy. Vous pouvez aussi donner par carte bancaire sur le site de La Cause ou du Défap en précisant « Cyclone Madagascar » :

Courrier de mission : Kareen et le SFE

Kareen est une « envoyée portée » du Défap : issue de l'Église MLK de Créteil, elle a rejoint le SFE (le Service Fraternel d'Entraide) pour y travailler à la gestion de l'eau et de l'éducation en Asie du Sud-Est. Elle était invitée par Marion Rouillard lors de l'émission « Courrier de mission – le Défap » du 23 mars 2022.



L’un des lieux d’intervention du Service Fraternel d’Entraide © SFE

Les organismes opérant dans le domaine de la solidarité internationale et disposant d’un agrément pour l’envoi de VSI (Volontaires de Solidarité Internationale) sont peu nombreux, et les pouvoirs publics encouragent la pratique du « portage » – c’est-à-dire que d’autres organismes voulant bénéficier de ce statut auront tout intérêt à se rapprocher de ceux déjà agréés. C’est une garantie en ce qui concerne la formation et le suivi des volontaires. Dans le milieu protestant, le Défap, disposant de cet agrément, est ainsi en relation avec de nombreux autres organismes dont il forme et suit les envoyés au cours de leur mission. Ce qui permet d’entretenir un

dialogue régulier et fécond avec des institutions très diverses.

Kareen fait partie de ces « envoyées portées ». Membre de l'Église Martin-Luther-King de Créteil, une mégachurch en constant développement, et qui, avec le soutien de la Fondation du Protestantisme, a pu concrétiser un projet audacieux de bâtiment accueillant à la fois des cultes et des manifestations laïques comme des congrès, elle évoque sans détour sa foi et la manière dont elle inspire ses décisions et son parcours de vie. Elle a auparavant suivi des études à l'Institut biblique de Genève. Elle est actuellement en mission en Asie du Sud-Est avec le SFE (le Service Fraternel d'Entraide), l'un des partenaires réguliers du Défap dans le cadre de ces relations de « portage ». Elle était l'invitée le 23 mars dernier de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap » sur Fréquence Protestante.

Kareen et le SFE, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 mars 2022 sur Fréquence Protestante

Ayant fait des études en hydro-géologie, Kareen est arrivée sur son lieu de mission en novembre 2019. Elle a suivi le travail d'un logisticien du bureau local jusqu'en juin 2020. Suite à cela, elle poursuit son expérience en rejoignant un nouveau projet communautaire, pour apporter son appui dans les villages dans les domaines de l'eau-assainissement et de l'éducation. Les problèmes liés à l'eau supposent notamment de sensibiliser les populations des villages concernés au problème de la qualité de l'eau, de mettre en place des toilettes et des systèmes permettant de lier les ressources en eau souterraines, non polluées, aux maisons, pour que les villageois aient de l'eau propre pour leurs activités quotidiennes. Ensuite, pour obtenir de l'eau portable, il faut

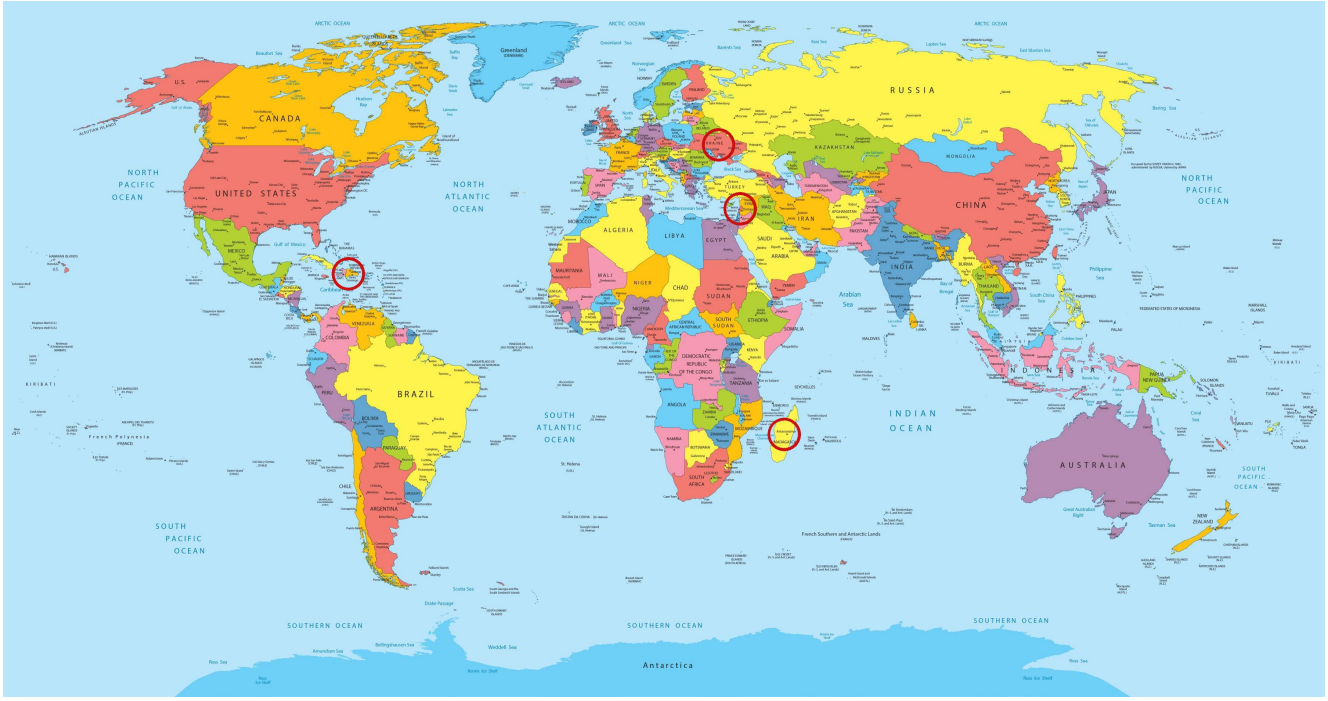
encore ajouter un filtre en céramique qui élimine la plus grande partie des impuretés résiduelles. L'important étant que ces projets soient véritablement portés par la population locale : le travail d'information préalable, et de sensibilisation aux enjeux de l'eau, est donc crucial, pour que les populations concernées en voient tout l'intérêt et participent à la mise en place des projets.

Le SFE a commencé en 2017 un projet d'éducation à la santé avec pour objectif de réduire la pauvreté. Une nouvelle phase du projet a démarré en 2021 dans 10 nouveaux villages pauvres, 5 centres de santé, un hôpital de district et l'hôpital provincial. Utilisant le personnel hospitalier précédemment formé comme formateurs, cette approche permet de renforcer les pratiques acquises et de développer un système de formation continue entre l'hôpital et les centres de santé. Ciblant plus particulièrement la santé mère-enfant et des adolescents, ce projet impacte plus largement tous les villageois en promouvant un développement proactif et durable et en abordant tous les problèmes de santé couramment rencontrés.

Derrière l'Ukraine, ces crises que l'on oublie

Alors que la réponse humanitaire à la guerre en Ukraine se traduit par des niveaux de financement record, nombre d'ONG craignent que cet afflux ne se fasse au détriment d'autres crises qui reçoivent peu d'attention et restent gravement sous-financées. Quelques exemples de ces crises dans lesquelles le Défap est directement

impliqué : Haïti, le Liban et Madagascar.



Carte de quelques crises en cours dans le monde : l'Ukraine, le Liban, Madagascar, Haïti © DR + Défap

Nous vivons dans un monde en guerre. Les images des destructions en Ukraine ont tendance à nous le faire oublier : il y a en ce moment 25 conflits en cours de par le monde – dont plus aucun média ne se fait l'écho. Et au-delà de ces situations de conflit, bien des régions du monde continuent à avoir d'importants besoins d'aide – une aide qui connaît aujourd'hui une baisse dramatique.

De nombreux facteurs contribuent à l'afflux de dons pour l'Ukraine : l'énorme importance géopolitique que revêt l'agression de la Russie contre ce pays, ainsi que les retombées économiques de l'invasion russe ; la vitesse et l'ampleur de la crise du déplacement ; sans oublier la couverture médiatique exceptionnelle de ce conflit. Mais parallèlement, ceux qui coordonnent les efforts d'aide internationale se retrouvent confrontés à un écart croissant entre le financement et les besoins. Les États-Unis ont ainsi annoncé le 24 mars qu'ils débloquaient 1 milliard de dollars pour aider les pays d'Europe à absorber le flux des réfugiés venus d'Ukraine. Cela s'ajoute aux 1,5 milliard de dollars

promis par les États donateurs pour soutenir les efforts humanitaires en Ukraine et dans les pays voisins lors d'une conférence de financement organisée plus tôt ce mois-ci. « Il s'agit de l'une des réponses les plus rapides et les plus généreuses qu'un appel humanitaire ait jamais reçues », a estimé le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric. Mais qu'en est-il des autres crises ?

Ce biais qui affecte les États, les donateurs et les institutions internationales menace également de déséquilibre l'aide financière promise par des donateurs privés. Or la guerre en Ukraine, au-delà de l'assèchement des dons pour des projets cruciaux, a aussi pour effet d'accroître les crises dans de nombreuses régions du monde, avec de forts risques de pénuries alimentaires. Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, a mis en garde contre le risque d'un « ouragan de famines » dans de nombreux pays, estimant qu'il est de la responsabilité des grandes puissances de désamorcer cette bombe à retardement, qui pourrait dans le cas contraire exploser dans quelques mois, quand ces pays auront épuisé leurs réserves de blé. Avec le risque d'une catastrophe humanitaire, voire de troubles sociaux.

> *Just asking.*
> *Are donor states and the big international aid agencies diverting funding, personnel and resources away from emergencies in the Global South in order to respond to the Ukraine crisis? pic.twitter.com/Gim9fN1XJ3*
>
> *— Jeff Crisp (@JFCrisp) March 12, 2022*

Et ce qui est vrai pour les dons au niveau international l'est tout autant en France. Comme le souligne Elsa Bouneau, directrice de la Fondation du Protestantisme, une plateforme comme Solidarité Protestante a notamment pour objectif de promouvoir un certain nombre de causes que l'on dit « oubliées » parce qu'elles ne sont pas directement sous les

projecteurs de l'actualité. En voici quelques-unes dans lesquelles le Défap est directement investi, depuis de longues années, à travers des projets qui mobilisent sur place des partenaires engagées sur un temps long pour permettre un véritable accès à l'autonomie :

HAÏTI



Une classe en Haïti © Sophie Reille pour Défap

Haïti reste le pays le plus pauvre de la région Amérique latine et Caraïbes et parmi les pays les plus pauvres du monde. En 2020, Haïti avait un PIB par habitant de 2925 dollars, le plus bas de la région Amérique Latine et Caraïbes et moins d'un cinquième de la moyenne des pays de la région. Selon l'indice de développement humain de l'ONU, Haïti était classé 170ème sur 189 pays en 2020. À l'inflation, aux conflits marqués par des groupes criminels et aux catastrophes dues à des phénomènes naturels s'ajoute une instabilité politique persistante, qui s'est accrue depuis l'assassinat,

le 7 juillet 2021, du président de l'époque, Jovenel Moïse. Selon les dernières estimations du Programme Alimentaire Mondial, environ 4,5 millions d'Haïtiens, soit plus de 40% des 11 millions d'habitants du pays, souffrent de la faim.

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la Mission Biblique
- le Service protestant de mission – Défap
- la fondation La Cause
- le SEL (Service d'Entraide et de Liaison)
- ADRA-France
- l'Église du Nazaréen
- Réforme

Des projets sont en cours de longue date dans ce pays : soutien institutionnel à la FPH, la Fédération Protestante d'Haïti ; partenariat avec la FEPH (la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti) visant à améliorer le niveau de l'éducation – une nécessité pour que les Haïtiens puissent prendre leur destin en main ; la FEPH organise également des formation à la gestion des risques de désastre dans les écoles, pour que les élèves apprennent les gestes qui sauvent en cas de séisme. La fondation La Cause soutient des orphelinats. ADRA a permis le lancement d'opérations de

reboisement, un aspect crucial pour réduire les risques dans ce pays dont plus de 90% de la couverture végétale a disparu, ce qui se traduit par des inondations catastrophiques et des coulées de boue destructrices lors des fréquents cyclones.

Or la crise en Ukraine pourrait bientôt aggraver la sécurité alimentaire d'Haïti, car les prix mondiaux des aliments que le pays doit importer augmentent. Selon la Coordination nationale de la sécurité alimentaire, le coût mensuel du panier alimentaire minimum de base (riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale) est passé de 20 à 30 dollars. Face à cette urgence humanitaire, le PAM (le Programme Alimentaire Mondial) a déclaré qu'il s'attendait à devoir aider 1,7 million de personnes cette année, après avoir dû fournir de la nourriture et d'autres aides à 1,3 million d'Haïtiens en 2021. Mais parallèlement, les États-Unis n'ont pas mis fin à leur politique d'expulsions et de rapatriements forcés d'Haïtiens, dont certains pouvaient être présents sur leur sol depuis de nombreuses années.

LIBAN



Groupe de réfugiés au départ de Beyrouth le 15 mars 2020. Au premier plan, prenant la photo : Soledad André, envoyée du Défap pour la FEP © Soledad André pour Défap

Le Liban est frappé par une dépression économique grave et prolongée, marquée par des crises à répétition : crise économique et financière, impact du COVID-19, explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020. De ces trois catastrophes, la crise économique a eu de loin l'impact négatif le plus important (et le plus persistant). Le PIB du Liban a chuté d'environ 55 milliards de dollars en 2018 à 20,5 milliards de dollars en 2021, tandis que le PIB réel par habitant a chuté de 37,1%. Une contraction aussi brutale est généralement associée à des conflits ou à des guerres. Face à ces défis colossaux, l'inaction politique persistante et l'absence d'un exécutif pleinement opérationnel menacent d'aggraver une situation socio-économique déjà sérieusement détériorée et de briser une paix sociale fragile, sans que se profile à l'horizon une sortie de crise.

Au Liban, le Défap est directement impliqué, par l'envoi de volontaires sous le statut de VSI, dans le programme des « couloirs humanitaires », directement inspiré d'un exemple italien associant la Fédération des Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio. Il a pour objectif l'accueil de personnes se trouvant dans les camps au Liban, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Il est régi par un protocole d'entente signé à l'Élysée et qui associe les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à divers partenaires issus du milieu des Églises. Ce projet ne bénéficie d'aucun financement public : il est porté essentiellement, tant sur le plan des fonds que sur le plan de l'organisation, par les Églises et les bénévoles qui y participent. Les réfugiés arrivant en France via ce dispositif se retrouvent accueillis légalement dans le réseau de la FEP (Fédération de l'Entraide Protestante) et de ses partenaires locaux ; des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Églises constitutives du Défap.

Or, la guerre en Ukraine menace tout autant les ressources alimentaires du Liban. Avec le Maroc et l'Égypte, c'est l'un des pays les plus dépendants du blé ukrainien et russe. La hausse du prix du pain frappe de plein fouet les plus démunis. « Le Liban a un mois et demi de réserves de blé tendre », estimé ainsi Georges Berberi, à la tête de la direction générale des céréales et de la betterave sucrière, rattachée au ministère de l'économie et du commerce. Si tout le Proche-Orient est menacé par la rupture des filières d'Ukraine et de Russie, le Liban a ses propres défis, dont le stockage, car les silos de Beyrouth ont été détruits lors des explosions survenues au port, en août 2020. Et la fonte des réserves en devises de la banque centrale, qui subventionne les importations de blé à un taux préférentiel (un dollar pour 1500 livres libanaises, quand celui-ci dépasse 24.000 livres

libanaises sur le marché noir).

MADAGASCAR



Vue des dégâts après le passage du cyclone Batsirai au centre Akany Fanantenana © La Cause

Bien que disposant de ressources naturelles considérables, Madagascar a un taux de pauvreté parmi les plus élevés au monde. Le pays est classé au quatrième rang des pays avec les taux les plus élevés de malnutrition chronique, et près d'un enfant de moins de cinq ans sur deux souffre d'un retard de croissance. Environ 97% des enfants malgaches âgés de 10 ans ne peuvent pas lire et comprendre un texte court et adapté à leur âge. Et 4 enfants sur 10 abandonnent l'école primaire avant la dernière année. La pandémie de Covid-19 a en outre annulé plus d'une décennie de progrès en termes de revenu par habitant et de réduction de la pauvreté.

À Madagascar, le Défap est impliqué surtout dans des projets d'enseignement, liés à l'apprentissage du français. La

maîtrise de cette langue est en effet une condition nécessaire pour pouvoir accéder à des études supérieures – alors même que la majorité de la population ne la maîtrise pas, et qu'elle n'est pas enseignée en primaire. Dès lors, sans une bonne connaissance du français, pas d'ascension sociale possible : la pauvreté entretient la pauvreté. Au-delà de l'envoi de volontaires pour aider à l'enseignement du français dans les écoles, certains participent aussi aux programmes de formation des enseignants définis au niveau national. Le Défap est aussi en lien étroit avec des partenaires comme la fondation La Cause, qui gère divers orphelinats : certaines missions sur place sont ainsi organisées en commun.

Mais le pays est aussi soumis a des catastrophes naturelles récurrentes, dont l'aggravation d'année en année est directement imputable, selon de nombreux experts, au changement climatique : c'est le cas de la sécheresse qui a affecté quatre années d'affilée le sud de l'île, détruisant toutes les cultures et provoquant une épouvantable famine ; c'est le cas encore des cyclones, réguliers dans cette région, mais dont la fréquence et la violence s'accroît. L'un des cyclones de l'année 2022, Batsirai, a détruit à plus de 90% au début du mois de février la ville de Mananjary, au sud-est de l'île. Une ville dans laquelle La Cause soutient deux orphelinats, destinés à accueillir les enfants abandonnés, nombreux dans cette région. Le Défap est ainsi engagé avec La Cause, ADRA et les Amis du Catja, dans une opération destinée d'abord à fournir des denrées d'urgence, mais surtout à aider ces orphelinats à retrouver un fonctionnement normal.

Madagascar : le témoignage du pasteur Élia Rozy

Le pasteur Élia Rozy, de la FJKM (Église de Jésus-Christ de Madagascar) est le fondateur et gestionnaire, avec son épouse Émilienne, du centre Akanay Fanantenana. Cette structure accueille notamment des enfants abandonnés, pourvoit à leurs besoins, à leur éducation et leur donne un avenir. Il s'agit d'un des deux orphelinats que soutient la fondation La Cause à Mananjary – et qui ont été ravagés, comme toute la ville de Mananjary, par le passage du cyclone Batsirai début février. La Cause, le Défap, ADRA et les Amis du Catja se sont associés pour aider à reconstruire. Voici comment le passage de Batsirai a été vécu au centre Akanay Fanantenana.



Vue des dégâts après le passage du cyclone Batsirai au centre

Akany Fanantenana © La Cause

ÉLIA ROZY, LE 14 FÉVRIER 2022

La forte tempête tropicale intense, le cyclone Batsaraï, a touché terre à Mananjary le samedi 5 février, tôt dans la matinée. Au fur et à mesure, sa force intense se déchaînait. Vers dix-huit heures, tout bascula dans des désordres indescriptibles avec bruits et fracas assourdissants accompagnés par de fortes rafales de vent et de pluie. À vingt heures, les tôles de la maison principale commencèrent à se détacher les unes après les autres, provoquant la ruée de pluie vers l'intérieur de la maison inondant toutes les chambres. Le paroxysme du déchaînement de la nature dure toute la nuit et ne s'estompe qu'à l'aube du 6 février. Les dégâts à l'Akany Fanantenana sont immenses : il n'y a plus de toiture sur la façade postérieure de la maison principale ; la maison des garçons est à découvert jusqu'à soixante-dix ou soixante-quinze pour cent ; dans ces deux maisons, tous les effets vestimentaires et scolaires sont imbibés d'eau, y compris la literie de toutes les chambres ; nos denrées facilement périssables (riz, farine) sont perdues car la maison de stockage n'a plus de toit ; seules la nurserie et la cuisine sont indemnes ; les légumes de notre jardin sont détruits, les arbres fruitiers déracinés (6 bananiers, 8 cocotiers, 2 manguiers, 1 oranger, 4 arbres de fruits à pain, 2 cerisiers) ; nos poulaillers, poules pondeuses et poulets de chair, piliers de nos activités génératrices de revenu, n'ont plus de toit, cinquante de nos poulets de chair sont tuées ; la cabane où nous entreposons le son et les provendes n'existe plus, les tôles et la cabane éparpillées, tout ce qui était dedans est perdu ; il n'y a plus de clôture entourant l'orphelinat ; le portail de fer est arraché, jeté au loin et gravement endommagé.

Plus de quatre-vingts douze morts sont recensés par le Bureau National de la Gestion des Risques et Catastrophes

(B.N.G.R.C) dans la région Fitovinany et plus de mille deux cents dans toute l'Île, en date du 12.02.2022. L'orphelinat, Dieu merci, n'enregistre aucun dégât corporel, ni blessé, ni souffrant, les enfants vont bien, les adultes aussi.

Nous sommes confiants car la Sainte Bible dit : « Dieu est pour nous un refuge et un appui, un secours qui ne manque jamais dans la détresse. C'est pourquoi nous sommes sans crainte quand la terre est bouleversée, et les montagnes chancellent au cœur des mers, quand les flots de la mer mugissent, écument, se soulèvent jusqu'à faire trembler les montagnes » (Ps 46.1-4).

Voilà en gros ce qui s'est passé à l'orphelinat Akany Fanantenana.

Voici le point sur les dégâts tel qu'évalués par La Cause, avant le passage des ingénieurs d'ADRA :

- **Bilan humain :**
  Pas de blessé.
- **Bâtiments :**
  La nurserie a résisté, le puits est encore accessible (eau à vérifier).
  Toitures du bâtiment principal et de la cuisine arrachées (destruction totale à l'intérieur).
  Bâtiment des garçons : structure endommagée.
  Panneaux solaires de la nurserie : détruits par criblage (pluie – déchets divers)
- **Cultures et élevages :**
  Poulailler : totalement détruit (disparition des poulets).
  Cultures vivrières et vergers : totalement détruits.

« Nous sommes en train de réparer ce qu'on peut »



Dégâts du cyclone Batsirai au Catja, à Mananjary © Catja

Au Catja (Centre d'Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés), même scène de désolation. Voici la manière dont les quelques heures durant lesquelles le cyclone s'est acharné sur Mananjary y ont été vécues, telles que racontées par les « Amis du Catja », association regroupant notamment des familles d'enfants adoptés ou parrainés sur place, et dont les responsables ont pu joindre le centre peu après la tempête :

> *Au CATJA, les enfants et le personnel se sont réfugiés dans la maison des bébés qui avait encore un toit.*
>
> *Cinq maisons d'employés sont détruites, plusieurs toits se sont envolés, l'intérieur des maisons est inondé. Le verger est dévasté, les cultures ravagées, la basse-cour envolée, les ruches anéanties… Nous avons la gorge serrée en voyant le travail de toutes ces années être mis à mal.*

> *Mais il faut se lever, réparer, reconstruire, mais aussi sécher, trier, rassurer les enfants et les jeunes, faire reprendre une vie aussi normale que possible.*
>
> *Ils sont déjà à l'oeuvre ! Julie [qui gère le Catja] a écrit 48h après le passage du cyclone : « Nous sommes en train de réparer ce qu'on peut ».*
>
> *Notre aide leur est indispensable, pour la reconstruction, pour l'achat de matériel et d'équipement, pour le verger et les poules, pour la nourriture.*

Et voici le bilan établi par La Cause :

- **Bilan humain :**
  Une fille de 13 ans toujours dans le coma, elle a reçu des branches sur la tête. Un membre du personnel a été tué.
- **Bâtiments :**
  Maison de direction toiture détruite et intérieur totalement dévasté.
  Bâtiment des adolescents et salle préscolaire : toitures endommagées et intérieur dégradé.
  Bâtiment des filles : toiture partiellement arrachée et intérieur dégradé.
  Bâtiment traditionnel en bois : maison du personnel, cuisine et bureau d'accueil totalement détruits.
- **Cultures et élevages :**
  Rizière : détruite.
  Champs et vergers : détruits.
  Ruches et basse-cours : détruits.

Pour donner, plusieurs solutions :

Envoyer un chèque libellé « Reconstruction Mananjary 2022 » à l'ordre du Défap : Service protestant de Mission – Défap 102 Bd Arago – 75014 Paris
Par virement au Défap : DEFAP – Mission protestante – « Reconstruction Mananjary 2022 » – FR56 2004 1000 0100 0528

9E02 025 – PSSTFRPPPAR – Banque Postale

Ou alors par carte en passant par Hello asso et le formulaire ci-dessous :

Madagascar : aidez-nous à aider les enfants de Mananjary

Les ingénieurs d'ADRA sont sur place pour chiffrer le coût des réparations, la nourriture des orphelinats soutenus par La Cause est assurée pour trois mois… Mais après le passage du cyclone Batsirai, pour reconstruire à la fois les bâtiments, et l'équilibre dont dépendent ces centres pour pouvoir prendre soin des enfants abandonnés de Mananjary, nous avons besoin de vous. Le point sur ce projet mené en partenariat par La Cause, le Défap, ADRA et les Amis du Catja.

On chercherait en vain, aujourd'hui, des nouvelles de Mananjary dans l'actualité internationale. La sidération de la guerre qui ravage l'Ukraine a effacé tout le reste. Et le mouvement de solidarité, massif, qui s'est développé en Europe et en France, et dans lequel le protestantisme français tient toute sa place, fait malheureusement oublier d'autres drames, d'autres régions, d'autres Églises aussi, avec lesquelles nous avons pourtant des liens forts depuis longtemps.

Chaque année, la saison cyclonique apporte son lot de destructions de routes et de bâtiments à Madagascar ; mais cette année 2022 a commencé de manière catastrophique. Coup

sur coup, entre début janvier et début février, deux tempêtes tropicales et deux cyclones ont traversé le pays. Sur la côte sud-est, la ville de Mananjary, frappée de plein fouet par le cyclone Batsirai, a été ravagée à 90%. La fondation La Cause, qui entretient des relations étroites depuis longtemps avec le Défap, a aussitôt lancé un appel aux dons en lien avec les « Amis du Catja » ; et le Défap a décidé de soutenir l'opération. Les « Amis du Catja » rassemblent en grande partie des familles ayant adopté un enfant de cet orphelinat, ou qui y parrainent un enfant. Le Catja (Centre d'Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés) est un des deux orphelinats que La Cause soutient à Mananjary, l'autre étant le centre Akany Fanantenana. En tout, ils regroupent environ 180 enfants ; et ces centres, en temps normal, ont leurs cultures vivrières, leurs élevages, et des relations d'échanges avec la population, qui permettent aux structures de fonctionner et de subvenir aux besoins des enfants. La brutalité de la catastrophe Batsirai a tout à la fois détruit une partie des bâtiments et rompu ce fragile équilibre.

40.000 euros : le coût estimé pour faire revivre les orphelinats

Pour aider à la fois le Catja et le centre Akanay Fananatenana à prendre soin des enfants abandonnés de Mananjary, nous avons besoin de vous. La guerre en Ukraine n'amoindrit en rien les besoins de Mananjary. Au total, d'ici septembre, remettre sur pied les structures collectives, les équipements, ainsi que les cultures et les élevages devrait nécessiter dans les 40.000 euros. Récolter davantage permettrait en outre de préparer la rentrée dans de bonnes conditions en renouvelant aussi le mobilier et le matériel scolaire détruit. Récolter moins, cela signifiera que des besoins basiques ne seront pas pourvus.



Vue des dégâts après le passage du cyclone Batsirai © ULPGL

Les premières étapes ont consisté à apporter des biens de première nécessité, notamment alimentaires. La suite – l'évaluation des besoins en termes de renforcement ou de reconstruction des bâtiments – prendra nécessairement du temps. Les partenaires de l'opération – La Cause, le Défap, ADRA et les Amis du Catja – se répartiront ensuite le financement des divers besoins qui auront été identifiés sur place par les ingénieurs d'ADRA. Mais pour l'instant, dans tout le district de Mananjary – et pas seulement dans la ville elle-même – les habitants ont dû reconstruire de manière fragile et provisoire, en utilisant ce qu'ils pouvaient récupérer des matériaux abandonnés sur place par la tempête. Même des bâtiments « en dur » ont parfois perdu leur toiture ; quant aux fragiles habitations en toit de tôles, elles ont souvent été réduites en pièces. Pour avoir une idée de l'ampleur des dégâts, et du temps qu'il faudra pour effacer

les traces du passage de Batsirai, voici encore quelques images prises au moment de la tempête :

> *#Madagascar – Tropical Cyclone Batsirai makes landfall in the east coast, with the storm hitting an area nine miles north of #Mananjary with average winds of about 165km per hour pic.twitter.com/cRVIaoqLAv*
>
> *– CyclistAnons (@CyclistAnons) February 6, 2022*

Et des images de la ville au lendemain du passage de Batsirai :

Pour donner, plusieurs solutions :

Envoyer un chèque libellé « Reconstruction Mananjary 2022 » à l'ordre du Défap : Service protestant de Mission – Défap 102 Bd Arago – 75014 Paris
Par virement au Défap : DEFAP – Mission protestante – « Reconstruction Mananjary 2022 » – FR56 2004 1000 0100 0528 9E02 025 – PSSTFRPPPAR – Banque Postale

Ou alors par carte en passant par Hello asso et le formulaire ci-dessous :